

Grand angle

Rapport CMC

Le Maroc, pays émergent ?

● C'est à cette question que les patrons marocains ont répondu et seuls 17,8% ont dit «Oui!». 74,5 % des patrons sondés estiment que le climat des affaires est le premier déterminant qui permet de dire si oui ou non un pays est émergent.

C'est avec l'actuel gouvernement que l'on a commencé à entendre parler d'un Maroc pays émergent ou futur émergent. Les appellations comme les classements diffèrent selon les organisations qui les produisent. Le Maroc, comme la Tunisie, a figuré sur plusieurs palmarès dont celui des frontier markets et de ceux en voie d'émergence. Aujourd'hui, le spectre des critères à prendre en compte pour dire que tel pays est émergent s'est élargi

SELON VOUS, QUELS SONT LES CRITERES, PARMI LES ELEMENTS SUIVANTS, QUI VOUS SEMBLER LE MIEUX DEFINIR CE QU'EST UN PAYS EMERGENT ?



SOURCE : CMC

s'ouvrant notamment au degré de stabilité politique et institutionnelle. Les catégorisations liées au concept de pays en développement sont là beaucoup plus étendus. Il ne suffit plus de proposer une bonne rentabilité des investissements étrangers, mais le plus important est d'en garantir la continuité. En posant la question aux chefs d'entreprises marocains, c'est à travers un prisme tout à fait différent que le Centre marocain de conjoncture a tenté de savoir si oui ou non le Maroc est un pays émergent. Le CMC s'est basé sur 5 critères : un climat des affaires favorable, une classe moyenne importante, une stabilité institutionnelle, une croissance forte et un secteur privé dynamique. Résultat : 74,5 % des patrons sondés estiment que le climat des affaires est le premier déterminant qui permet de dire si oui ou non un pays est émergent. Vient ensuite la classe moyenne (70,2%), la stabilité institutionnelle (66%) et la croissance économique (60%). Ils ne sont que 12,8% des patrons qui ont mis en avant l'importance d'avoir une structure écono-

mique comparable à celles des pays avancés. Preuve que le mimétisme économique n'a plus la cote. Venons-en aux choses sérieuses. Seuls 17,8% des chefs d'entreprises considèrent que le Maroc est un pays émergent. Ils sont 74,5% à le qualifier de pays en voie de développement et 8,5% qui trouvent que le Maroc n'est ni un pays émergent ni en voie de développement. Les pessimistes sont donc minoritaires. Contrairement à ce que l'on peut penser, 34% de ceux qui croient que le Maroc est un pays émergent l'impute au rôle stratégique de l'État pour le développement. C'est totalement à l'antipode d'une certaine conception du rôle de l'initiative privée qui s'autorégulerait elle-même sous le dictat des marchés. Mais ce n'est pas dénué de sens. Car, ce sont d'abord les choix politiques qui ont permis à des pays, naguère sous-développés, d'accéder aux rangs des émergents. Le taux de croissance arrive en second lieu, tandis que l'intégration au monde financier international occupe la troisième place. Une autre notion, relativement nouvelle, soit celle de la résilience aux chocs, est entrée en jeu suite aux crises mondiales successives pour devenir un facteur essentiel de classement. Si l'on admet que le Maroc n'est pas un pays émergent, comment donc peut-il le devenir ? 87,2% des patrons plutôt pour le qualificatif «en voie de développement», pensent que la formation et l'éducation sont les premiers soubassements à renforcer pour y arriver. Ils sont suivis par ceux qui prônent un système judiciaire plus juste et un développement industriel plus fort, tandis que la gouvernance arrive en quatrième place, la qualité de production à l'avant-dernière place et enfin l'accès au crédit. Selon le sondage du CMC, 38,3% des enquêtés temporisent, estimant que le royaume a besoin encore de 10 ans pour pouvoir accéder au club select des pays émergents. Les plus optimistes (30%) l'entrevoient dans seulement 5 ans.

PAR MOSTAFA BENTAK
m.bentak@leseco.ma

Qu'est-ce qu'un pays émergent ?

C'est Antoine Van Agtmael, économiste à la Société financière internationale qui, le premier, a utilisé le terme émergent pour désigner ces pays qui présentent le plus d'avantages et d'opportunités pour les investissements mondiaux. Il s'agissait de faire le distinguo au sein même du cercle des pays en développement entre ceux à fort potentiel et ceux qui présentent quelques faiblesses. Selon le WTR 2013, les pays en développement, y compris ceux émergents, représentent 50% du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, 40% du PIB mondial en valeur et 45% du commerce mondial.